Christian de Montlibert avec la collaboration de Rober Bader, Eric Boukobza, Serge Ebersold, Hassan El Moutaki
Centre de recherches et d'études en Sciences Sociales. Strasbourg II.

Les las*

Ce titre est emprunté à un tableau de Jules Adler (huile sur toile, 175 x 250, de 1897, Musée Calvet, Avignon) qui montre un groupe d'ouvriers, épuisés, arrivant à Paris pour y chercher du travail.

Si la sidérurgie a connu des mobilisations de grande ampleur de 1979 à 1984 lors des annonces de réduction du nombre de postes de travail, consécutives à la fermeture partielle ou totale d'installations, rien de semblable ne se développe dans les vallées vosgiennes du textile où les entreprises ferment totalement ou partiellement. La région de Sénones, le long de la vallée du Rabodeau, dans les Vosges, après avoir été un secteur important de l'industrie textile, après avoir exprimé sa contestation vigoureusement, connaît dans les années 1980-1990, au moment des fermetures complètes d'unités de production, une très faible participation aux manifestations organisées par les syndicats pour protester contre les suppressions de postes de travail et licenciements. Pourtant en apparence les deux situations sont assez comparables : mono industries anciennes, patronat longtemps paternaliste, régions relativement isolées, traditions de revendications et grèves. Un examen plus minutieux montre pourtant deux différences qui n'ont sans doute pas été pour rien dans la faible mobilisation des travailleurs des vallées vosgiennes. D'une part, l'expulsion du travail y est, au moment de la fermeture des installations et de l'enquête dont il est question ici, déjà très développée et, d'autre part, les transformations de l'espace social (liées à la situation des chômeurs, retraités et invalides) y sont très importantes.

Charles Tilly[1], dans son étude de la contestation en France, note que son analyse "laisse dans l'ombre ceux qui se mobilisent moins facilement et qui, souvent, sont aussi ceux qui souffrent le plus". Qui sont, en effet, ceux qui ne manifestent pas et qui, plus encore, ne se font pas entendre ? Et surtout pour quelles raisons ne participent-ils pas aux mobilisations ? Des études, encore peu nombreuses, tentent de répondre à ces questions. Ainsi a-t-on cherché à séparer la "non conversion", c'est-à-dire l'incapacité d'un mouvement social à transformer les sympathisants en manifestants actifs, de "l'érosion", c'est-à-dire la diminution du nombre de sympathisants[2]. On s'est interrogé aussi sur l'importance de l'intégration sociale[3]. Un modèle un peu plus complexe de la participation aux mobilisations collectives permet, à contrario, d'envisager la démobilisation[4] ou la non mobilisation. En effet, si la participation aux manifestations de protestation varie proportionnellement avec la croyance dans l'efficacité des moyens proposés, alors la démobilisation devrait augmenter avec le retrait ou la réduction d'aire d'audience des organisations (syndicales surtout) qui se sont données comme objectif d'organiser les protestations et de soutenir et re-inculquer les représentations et croyances nécessaires à ces actions. Mais si la participation varie aussi avec la croyance que d'autres, dans la même situation, partagent et surtout les mêmes sentiments de souffrance ressentie, la même analyse qui impute à un "tiers responsable" la cause des injustices ou des inégalités perçue, alors toute différenciation, émiettement et repli du groupe mobilisable devraient augmenter les probabilités de démobilisation ou "d'a-mobilisation". Il est probable aussi que cette logique de fractionnement fonctionne d'autant plus aisément que les décalages, écarts, désajustements entre les variables qui définissaient la position dans l'espace social sont importants, permettant ainsi à la domination de s'exercer plus facilement.

Comment vit-on en effet lorsqu'on est écarté de l'univers du travail dans une région rurale en voie de désindustrialisation ?[5] Plus préci-

---

1 Tilly Ch., *La France conteste.* Paris. Fayard. 1986.

2 Oegema D. Klandermans B., Why social movement sympathizers don't participate : erosion and non conversion of support. *Amer. Sociol. Rev.* 1994. 59. N° 5. p. 703-722.

3 Opp K.D., Community integration and incentives for political protest, *in* Klandermans B. Kriesi H., Tarrow S., *From structure to action : Comparing movement participation accross cultures.* Greenwich. 1988.

4 Montlibert ch. de, *Crise économique et conflit sociaux.* Paris. L'Harmattan. 1989.

5 Jacquot A., Rajaconarisen D., D'un recensement à un autre : la redistribution géographique des emplois entre 1975 et 1990. *Economie et statistique.* 1993. N° 270. p. 23-35.

sèment quelles sont les réactions à cette situation de surnuméraire[6] que connaissent aussi bien les jeunes qui n'ont jamais exercé d'activités professionnelles continues, que les moins jeunes mis au chômage depuis des mois quand ce n'est des années, que les plus âgés mis en préretraite ou que ceux qui ont été retirés définitivement du marché du travail par une mise en invalidité. Une première interprétation des raisons de la démobilisation conduit à s'interroger sur les effets des stratégies différenciées. Dans une situation de fermeture des installations industrielles plusieurs modes de réactions sont possibles : "s'en sortir", fuir, se résigner en se repliant sur une existence minimale, s'adapter à une situation que l'on ne peut changer en inventant des "combines" diverses ou se révolter. S'en sortir c'est souvent essayer de se mettre à son compte en s'installant comme artisan, représentant ou vendeur à domicile, c'est encore suivre des stages de formation pour essayer de se "re-qualifier" sur un marché du travail en transformation ; Fuir c'est tout d'abord partir, quitter la région désindustrialisée et tenter sa chance ailleurs, c'est aussi, tout en restant là, se réfugier dans le monde imaginaire de l'alcool ou de la drogue ; fuir c'est aussi rechercher le monde idéal, sans conflit, de l'utopie des sectes communautaristes ; se résigner c'est le plus souvent se contenter d'une existence quotidienne où l'on demande peu, où l'on attend peu, reçoit peu, dépense peu, une vie réglée par des "économies" constantes ; s'adapter à ces situations exige des trésors d'inventivité, cela peut être une utilisation rationnelle des stages et indemnités, une réactualisation de pratiques traditionnelles de cueillette (et parfois de braconnage), une invention de combines multiples (du travail au noir en passant par l'écoulement de produits d'importation) ; se révolter c'est avant tout refuser une situation de chômeur, de retraite avant l'âge, de mise à l'écart avant d'entrer dans le monde du travail, en protestant et, pour quelques uns, en militant. Mais cette dernière réaction est rare dans ces vallées désertées par l'industrie textile ; les militants sont peu nombreux et souvent amers devant la faible protestation qui a suscité la liquidation d'un espace industrialisé et le déclin du mode de vie de l'univers du textile vosgien. Mais une question demeure : qu'est-ce qui est, en effet, au principe de ces différenciations de stratégies ?[7] * [8]

S'attacher à comprendre les raisons de la non-protestation pu, plus précisément élaborer un modèle d'analyse de l'absence de contestation dans des régions en voie de désindustrialisation conduit aussi à une confrontation avec les discours sur le chômage et l'exclusion. C'est en effet une interprétation fréquemment avancée pour expliquer la démoralisation et la démobilisation. Déclin personnel, déclin d'entreprises, déclin d'une région, ces trois dynamiques se combinent le plus souvent, bien que l'analyse économico-géographique, en insistant avant tout sur les deux derniers, ignore le premier, abandonné aux "politiques" de lutte contre "l'exclusion". Mais que vaut ce terme dès lors qu'il est plus souvent au centre des prises de position politique qu'objet d'analyse ? Les fonctions idéologiques du discours sur l'exclusion, fonctions de désignation et de construction d'une réalité, dont on attend des effets, en autorisant la mise en place de procédures et d'organisations de traitement, en masquent les déterminations. Les conditions d'existence des expulsés du monde salarial s'effacent derrière les représentations que la charité ou l'économie donne d'eux*. Tout se passe comme si, toutes proportions gardées, se reconstituait autour de l'exclu un ensemble de représentations aussi structuré que celui que, en leur temps, Villermé, Hugo ou Zola avaient pu élaborer du pauvre[9]. Il est vrai qu'aujourd'hui le cinéma et surtout la télévision avec ses directs, ses reportages et ses fictions jouent des rôles essentiels dans l'élaboration de ces représentations peut-être pourtant moins stables que celles que véhiculait l'écrit au XIXe siècle. Il est vrai aussi que la manière de définir le pauvre ou le vagabond était un enjeu aussi considérable que l'est aujourd'hui la manière de définir l'exclus (et ceci d'autant plus que l'organisation des pratiques de lutte contre ces situations sociales est inséparable de la définition des situations elles-mêmes). Dans ces conditions la recherche sociologique ne peut que s'efforcer de montrer comment s'élaborent ces représentations qui tout à la fois s'inspirent et inspirent les représentations communes, mais aussi mettre à jour les logiques et les effets des pratiques des agents chargés d'administrer, de réguler et de contrôler les exclus pour, enfin, comprendre les réactions de ces "expulsés de l'univers salarial", objets et sujets

---

6 Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale.* Paris. Fayard. 1995.

7 Andrieu R., Lignon J., *L'ouvrier d'aujourd'hui.* Paris. Denoel. 1966.

8 Topalov Ch., *Naissance du chômeur.* 1880-1910. Paris. Albin Michel. 1994.

9 Barrows S., *Miroirs déformants. Reflexions sur la foule en France à la fin du XlXè siècle.* Paris. Aubier. 1990.

des prises de positions des réseaux administratifs et caritatifs. Reste que le recours au langage de l'exclusion n'a que peu de valeur explicative ; il est sans doute plus pertinent de chercher à comprendre la position des chômeurs dans un espace social transformé.

Il est nécessaire pour cela d'examiner les effets des tonnes de la domination tant il est vrai que le fractionnement d'un groupe ne peut s'expliquer qu'autant que l'on se réfère aux modalités de la domination qu'il connaît. Les transformations de l'univers industriel, dont la diminution du nombre d'emplois industriels (deux millions environ ont disparu) et la désyndicalisation (diminution du nombre d'adhérents, diminution des journées de grève) sont des indices très visibles, ne sont pas en effet que technico-organisationnelles et économiques. S'en tenir à ces variables générales conduit à abstraire l'univers de travail ou à négliger les différences entre les groupes au point de réifier un ouvrier décontextualisé. Les analyses qui se centrent sur les "politiques" des directions (management, gestion, politiques du personnel...) oublient, de la même façon, d'introduire les différences, négociations, compromis qui se développent au sein des échelons dirigeants et hypostasient un pouvoir tout aussi désincarné. Ici le paternalisme des chefs d'industrie a sans doute eu des effets d'autant plus profonds et conduit à une intériorisation de manières de penser et de faire d'autant plus incompatible avec des mobilisations collectives revendicatives qu'il exerçait son emprise "enveloppante" sur des populations habitant de petites villes et villages en rapport avec la ruralité environnante (les ouvriers paysans, ouvriers, ouvrières parents de paysans, sur de petites surfaces à faible rendement, y étaient nombreux). Ce patronage, dont les origines sont anciennes, est toujours très actif au moment où Boussac et Laedrich sont propriétaires de leurs entreprises. Ce paternalisme "enveloppe" les salariés dans un ensemble d'institutions et d'associations couvrant toutes les pratiques de la vie privée et sait utiliser, sans hésitation, la menace, la coercition et la répression à l'encontre de toute pratique contestataire[1]". Ce type de rapport de domination a sans doute laissé des traces dans la mémoire collective qui ne font que vérifier à quel point Émile Durkheim avait raison de dire que l'histoire est la seule possibilité d'objectiver cet inconscient.

Les transformations de l'espace social ne peuvent être appréhendées qu'en joignant plusieurs univers que le découpage disciplinaire (sociologie du travail, sociologie de l'éducation, sociologie du syndicalisme...) a tendance à disjoindre et en s'attachant aux propriétés (et à leur constitution) des divers groupes concernés. On comprendra que la première logique à l'oeuvre soit liée à la transformation structurelle de ce pays vosgien d'industrie textile qui a amené une partie de la population à partir, les restants se trouvant diminués d'autant ; que la seconde soit liée aux effets du paternalisme patronal et aux divisions entre les syndicats ; la troisième aux modifications d'espace social dans lequel les préretraités, retraités et les jeunes maintenus hors de la sphère de l'emploi salarié deviennent nombreux ; que la quatrième enfin soit liée directement aux réactions des chômeurs.

Pour objectiver ces différentes logiques sociales plusieurs études ont été entreprises. La première a un caractère essentiellement démographique et vise à saisir les transformations des caractéristiques de la population de ce canton industriel à travers les résultats des recensements ; la seconde est une analyse de 163 tracts émis par les syndicats lors des grèves et manifestations qui ont marqué le déclin industriel de cette vallée du textile ; la troisième est une enquête auprès d'un échantillon de 138 individus ; la quatrième résulte de 16 entretiens de longue durée menés avec des chômeurs et leur famille. Enfin, parce que les pratiques actuelles, pour être le résultat des relations entre les stratégies des dominants, les conflits entre les organisations syndicales et les fractionnements de l'espace social, n'en dépendent pas moins des rapports sociaux antérieurs qui ont vu leur "cristallisation" s'opérer, un bref rappel historique s'avérait indispensable.

INDUSTRIALISATION, CRISES, PATERNALISME ET RÉSISTANCES OUVRIÈRES

C'est au cours du XVIIIe siècle que la région des Vosges est devenue une zone d'implantation de l'industrie textile. Vers le milieu du XIXe siècle une nouvelle technologie, la force hydraulique, va permettre le développement rapide des "fabriques". Un anglais, John Heywood, s'associa avec un industriel vosgien pour implanter, dans le canton de St Dié, et plus particulièrement dans la vallée du Rabo-

---

[10] Pinçon M., Un patronat paternel. *Actes Recherche Sciences Sociales.* 1985. N°57-58. p. 95-102.

deau, des filatures mécaniques actionnées par des roues hydrauliques. L'organisation des filatures mécaniques permit d'agrandir les entreprises : ainsi trouve-t-on la firme "Petididier, Radt et Cie" qui emploie 400 ouvriers et la fabrique de Nicolas Geliot qui emploie 970 personnes. La vallée du Rabodeau devint une grande rue d'usines qui connut des crises économiques à répétition tout au long du XIXe siècle. Si la première apparut en 1822, la plus importante fut sans doute celle de 1860-1865. Le blocus des Etats du Sud, durant la guerre de Sécession, eut pour effet d'interrompre les livraisons de coton. Dès 1861, les grandes firmes constituèrent des stocks importants de matière première au détriment des petites manufactures qui durent fermer. Pour économiser les matières premières, les grands patrons réduisirent les horaires des ouvriers. A Senones, Seillière diminua les horaires de travail et paya ses ouvriers au 2/3 de leur salaire. Malgré les subventions de l'Etat destinées à financer des travaux publics, le chômage frappait la majorité de la population ouvrière. En 1864 le sous-préfet de Saint Dié notait que *"les chômeurs mendient en masse et cherchent des travaux de culture ou de voirie que la rigueur de la saison ne permet pas encore*

La première guerre mondiale modifia profondément la situation. En effet la destruction des usines, à la suite des combats des Vosges, a affecté le travail dans l'industrie textile. De plus, à partir d'août 1914, l'année allemande a démonté des entreprises occupées et a emporté le matériel en Allemagne. A la fin de la guerre on comptait 180 440 broches et plusieurs milliers de métiers à tisser hors service. Le rattachement des communes alsaciennes à l'Allemagne a compliqué encore la situation dans la mesure où des entreprises de la zone annexée, s'avérant inadaptées au marché allemand, ont été fermées. Dans ces conditions la main d'oeuvre à la recherche d'un travail s'accrut et l'Etat accorda de considérables "dommages de guerre" pour acheter des machines nouvelles et encourager l'industrie textile. C'est dans ce contexte que Laedrich et Marcel Boussac vont développer leurs entreprises dans la vallée du Rabodeau. S'appuyant sur la société Filatures et Tissages créee au XIXe siècle, René Laedrich achèta en 1919, la filature Mercier à "La Petite Raon" puis développa la société des "Etablissements Laedrich" dont Charles Laedrich prendra la direction. Marcel Boussac, quant à lui, se lança dans le textile dans la première décennie du XXe siècle et profita des subventions d'Etat de "dédommagement de guerre" pour acheter et remettre en marche des usines. L'empire Boussac emploiera jusqu'à 25 000 ouvriers en 1952.

Dès le début du siècle, les travailleurs de l'industrie textile ont développé diverses formes de contestation. Ainsi, en 1907, des ouvriers de la vallée de la Meurthe revendiquèrent "le bien être de l'ouvrier". Les heurts avec les militaires firent plusieurs blessés. Après la première guerre mondiale, les grèves et manifestations furent nombreuses, mais c'est en 1936 que le mouvement de contestation réunit le plus grand nombre de participants et aboutit à l'accord du 25 septembre 1936. Durant la seconde guerre mondiale, la résistance ouvrière à l'occupation allemande et aux départs en STO a entraîné une répression telle que la vallée du Rabodeau est devenue "la Vallée des larmes". *"La vallée a beaucoup souffert de la déportation ... ici, à Belval, il y a eu 22 déportés, 19 ne sont pas rentrés ... ils sont morts dans les camps ... à Sénones il y a 380 déportés, 270 ne sont pas revenus"*. Après la seconde guerre mondiale la syndicalisation se heurta directement à l'action paternaliste. Le patronat chercha à éviter les mobilisations d'une part, en marginalisant les militants et en attisant les divisions syndicales et d'autre part, en cherchant à s'attacher la reconnaissance des ouvriers ou plus précisément à enserrer dans un filet de dépendance les ouvriers et plus particulièrement les ouvrières. Dans la vallée du Rabodeau *"on savait bien*, comme le dit un vieil ouvrier à la retraite, *qui avait le pouvoir"*. Cela n'empêcha pas les grèves, dont celle de l'hiver 1953 qui suscita le soutien d'une large partie de la population lorraine. Ainsi s'est formée dans différentes familles une sorte de "mémoire orale" des conflits salariaux.

A partir des années 1970 l'industrie textile connaît des difficultés : les licenciements sont nombreux. Les contestations diverses ralentissent parfois les suppressions d'emplois mais n'empêchent pas à plus long terme la fermeture partielle et parfois totale d'installations. Si certaines usines licencient "en douceur" d'autres utilisent des méthodes plus radicales. De rachats en compressions de personnel, de plans de modernisation en actions de formation, (dont celle que mènera le CUCES de Nancy), et en "plans sociaux", la vallée du Rabodeau, et plus largement la région de Saint Dié, change de visage avec le développement du chômage et les filialisations des entreprises restantes au sein de multinationales.

Dans cette vallée vosgienne, les différentes stratégies patronales ont permis au paternalisme d'occuper une place importante (cadeaux lors des fêtes, primes spéciales de fidélité, création de crèches et d'aides diverses mais aussi autorité, répression des militants et appel au moralisme). Ce système a fini par doter le patronat d'une "image charismatique" dont témoigne hien cette réaction d'un ouvrier ayant travaillé dans les établissements Laedrich : "... *et puis c'est pas ça, mais les patrons étaient chics, ... à tous les points de vue ... ils étaient très bons, ...j'avais un patron qui travaillait 14 heures par jour, qui ne se couchait pas trois jours par semaine dans son lit, qui était toujours à l'étranger pour chercher du boulot, il a fait de belles réalisations au niveau social, ... j'estime que c'est un cas particulier ... c'est un type qui a le sens social..."* ou celle-ci : *"Si Marcel avait eu 50 ans de moins"* ou *"si Marcel était encore là, ça ne se passerait pas comme ça"*. Tout semble montrer aussi que ce patronat a cherché à imposer une représentation et une pratique d'une présence syndicale "mesurée et négociatrice" et y a partiellement réussi puisque des interrogés critiquent les syndicats. *"En fait, ça serait râler pour râler, les syndicats français meurent parce qu'ils n'ont rien apporté de constructif, comparativement aux syndicats des Etats-Unis, ce sont des syndicats revendicatifs, on revendique sans savoir ce que va être le résultat des revendications..."*. Cette stratégie de patronage qui doit tout à ses théoriciens, dont A. Comte et Le Play ont été les meilleurs représentants[11], a réussi à associer le thème de la destruction à l'action syndicale alors que "le sens de la construction" est attaché aux actions du paternalisme. Ce qui renverse l'opposition habituelle entre le syndicat et le patronat le patronat est constructif puisqu'il a fait des réalisations sociales allant de la crèche à la maison de repos ; le syndicat est destructif puisqu'il est revendicatif et s'oppose au patronat qui a fait de "belles réalisations". Il est évident que ce schéma n'est pas celui des militants les plus attachés aux traditions revendicatives et contestataires de celte région. Mais tout laisse penser qu'ils sont souvent en porte à faux dans le "brouillage" des représentations du monde social qu'a induit le développement des stratégies paternalistes.

LE DÉCLIN D'UN GROUPE DOMINÉ

On ne peut comprendre les réactions, les prises de position, les sentiments et les pratiques des agents concernés qu'autant qu'on examine tout d'abord les changements qui affectent cette population depuis déjà quelques années tant une réaction comme celle de la contestation dépend de caractéristiques structurales fortes. Comme l'écrivit Marx, la démographie n'est jamais indépendante d'une situation économique donnée, rien n'est plus vrai qu'ici où la transformation de l'espace industriel a pour effet la "dispersion" d'une partie de la population.

Ainsi les effectifs totaux ont diminué régulièrement de 1954 à 1982, passant de 15.007 à 11.132, la population a donc perdu, en l'espace de 28 ans, 3.875 de ses membres soit 26% (1982 par rapport à la base de 1954). Cette diminution a, à son tour, pour conséquence un vieillissement de la population. Au vu de la structure des pyramides des âges on constate que le vieillissement apparaît nettement après 1968. Les pyramides de 1954 et 1962 ont encore une structure conique avec un socle large, malgré toutefois un retrait de la classe d'âge 0-5 ans et un accroissement en proportion des 55 ans et +. Après 1968 les pyramides enflent, ce gonflement étant particulièrement visible pour celle de 1982 où la base se rétrécit alors que le sommet a pris du volume (globalement elles ont toutefois perdu en surface). Comme le montre le tableau ci-dessous, la diminution de la proportion des moins de 20 ans ne débute réellement qu'après 1968 (- 9 points de 1968 à 1982), tandis que l'augmentation proportionnelle des 55 ans et + est repérable dans deux périodes : de 1954 à 1968 avec + 5,6 points — à laquelle fait suite une légère décélération de 1968 à 1975 avec - 0,3% — et de 1975 à 1982 avec + 5,2 points, soit quasiment autant en sept ans qu'en quatorze ans. Quant aux âges intermédiaires 20-55 ans, ils décroissent proportionnellement de 1954 à 1968 pour s'accroître de 1968 à 1982. L'analyse de l'évolution des poids respectifs de chaque grande catégorie d'âge au sein de la population totale montre donc un accroissement de la part du groupe âgé parallèlement à une baisse du groupe jeune.

---

[11] Weill G., *Histoire de mouvement social en France (1852-1924).* Paris. Alcan. 1924.

	1954	1962	1968	1975	1982
> 20 ans	5031 33,5%	4863 35,2%	4772 35,5%	3919 31,1%	2956 26,6%
20-55 mis	6898 46%	5536 40,1%	5156 38,4%	5414 43%	4720 42,4%
55 ans et +	3078 20,5%	3410 24,7%	3500 26,1%	3253 25,8%	3456 31%
Effectifs totaux	**15007**	**13809**	**13428**	**12586**	**11132**

Il faut cependant nuancer cette première analyse en tenant compte de l'évolution des effectifs totaux et donc de la diminution de la population totale entre 1954 et 1982. En effet, si la catégorie des 55 ans et plus acquiert un poids en pourcentage de plus en plus élevé, au point de dépasser celui des moins de 20 ans en 1982 (31% contre 26,6%), cette modification de la structure par âge se comprend également en fonction de la logique de l'évolution de la population totale. Celle-ci a diminué de 3875 agents de 1954 à 1982. Or, comme le montre le tableau ci-dessous, cette baisse est inégale selon les classes d'âge et selon les périodes : d'une part, elle touche autant et même plus les 20-55 ans (-2178) que les moins de 20 ans (-2075) dans la période couvrant 1954 à 1982 (alors que le tableau précédent indiquait qu'en proportion ce sont surtout les moins de 20 ans qui perdent le plus de volume : -6,9 contre -3,6 pour les 20-55 ans), d'autre part la période 1954-1968 est essentiellement caractérisée par la diminution de la classe intermédiaire (-1742), tandis que la période suivante, 1968-1982, au contraire, est dominée par la perte plus nombreuse des moins de 20 ans (-1816).

	1954-82	1954-68	1968-82
> 20 ans	-2075	-259	-1816
20-55 ans	-2178	-1742	-436
55 ans et +	+378	+422	-44
Pertes totales d'effectifs	**-3875**	**-1579**	**-2296**

Cette répartition différentielle de la perte de population offre un autre éclairage sur le vieillissement dans la mesure où celui-ci apparaît maintenant à la fois comme une conséquence de la diminution des moins de 20 ans, surtout entre 1968 et 1982 et comme une résultante du départ (migration) de nombre de personnes de la classe d'âge intermédiaire, surtout entre 1954 et 1968 (ce qui a de surcroît un effet indirect sur la natalité de la période suivante, 1968-82). La classe d'âge âgée par contre, malgré une diminution globale de la population totale, augmente modérément de 1954 à 1968 pour stagner entre 1968 et 1982.

Quatre conclusions s'imposent donc à l'issue de cet examen de morphologie sociale[12] : la population totale n'a cessé de décroître depuis 1954 ; la population vieillit du fait, d'une part de la baisse de natalité et, d'autre part d'un accroissement proportionnel des personnes âgées au sein de la population totale ; la déflation de la population touche autant et même un peu plus les classes intermédiaires que les classes jeunes, de plus cette baisse est dans un premier temps surtout le fait de la classe intermédiaire (1954-68) et dans un deuxième temps celui de la classe jeune (1968-82) ; cette baisse, en chiffre absolu de la population totale affecte la répartition proportionnelle de chaque grande catégorie d'âge au sein de cette population totale ; enfin, cette répartition différentielle des pertes de population n'est pas sans avoir des incidences quant aux schèmes explicatifs que l'on peut avancer sur le vieillissement, celui-ci étant probablement la résultante simultanée d'une baisse de la natalité et d'un mouvement migratoire ayant concerné une part importante de la classe active dont nombre de membres ont été conduits à chercher du travail ailleurs que dans le canton de Senones.

Une autre caractéristique marquante apparaît immédiatement[13], à savoir l'augmentation de la

[12] Halbwachs M. *La morphologie sociale.* Paris. A. Colin. 1938.

[13] Les recensements de 1954, 1962, 1968 et 1975 ont été alignés quant à la définition des C.S.P. sur celui de 1982 afin de rendre les données homogènes. Nous avons donc été amenés à modifier les composantes de certaines catégories. Les contremaîtres qui figuraient originellement parmi les ouvriers dans les recensements d'avant 1982 ont été placés dans les pro-

part des retraités au sein de la population totale, ceux-ci passant de 8% en 1954 à 20,1% en 1982 soit une hausse de 12,1 points. Le taux d'activité par contre, connaît une baisse sensible de 1954 à 1962 (de 49,3% à 42,9%) puis se stabilise, augmentant même un peu de 1968 à 1975 (de 40,4% à 42,7%) : si la proportion des inactifs (cat. 7 + 8) varie peu entre 1962 et 1982 il apparaît pourtant qu'au sein de celle-ci la part des retraités prend de plus en plus d'importance ce que confirme d'ailleurs le vieillissement de la population observée lors de l'examen des pyramides des âges.

La baisse des ouvriers est relativement sensible, passant de 31,4% en 1954 (légèrement surestimé du fait qu'y figurent les contremaîtres classés dans les professions intermédiaires lors des recensements suivants) à 23,6% en 1982 (-7,8%). Les diminutions les plus importantes se situent entre 1954 et 1962 (-4,4%) et 1975-82 (-3%). Compte tenu de la décroissance de la population totale cette chute apparaîtrait plus importante encore si l'on tenait compte des valeurs absolues (ils sont 4716 en 1954 et 2632 en 1982, soit 2084 agents en moins ce qui représente une baisse de 44,2% par rapport à 1954).

En conséquence, on peut dire que si la composante socioprofessionnelle dominante est toujours ouvrière, elle n'en a pas moins perdu de son importance puisqu'elle a diminué de 1954 à 1982 de près d'un quart (en outre, elle a décru fortement en valeur absolue). Aucun gonflement significatif des autres catégories actives ne vient compenser celte baisse : en effet, mis à part les employés et personnels de service, on ne peut dire, compte tenu du faible pourcentage de ces C.S.P., que celles-ci aient augmenté de façon marquante. En fait, la diminution des effectifs ouvriers s'apprécie pleinement à la croissance des retraités dont la proportion n'est pas loin de tripler et dont la masse est près de doubler.

La population active ayant un emploi, du fait de la déflation des effectifs du canton ainsi qu'en raison de la crise de l'emploi (les deux étant liées) décroît, elle aussi, sérieusement, passant de 7305 en 1954 à 4112 en 1982, soit une chute de 3193 (-44% par rapport à la base 1954). Il faut donc tenir compte non seulement des changements dans la structure de l'emploi (les pourcentages) mais également de la déflation à la fois des emplois et de la population totale, ce qui revient à nuancer les remarques portant sur les modifications de la répartition sectorielle des emplois ; les pertes en nombre absolu d'emplois dans un secteur donné peuvent par exemple être plus importantes que ce que donnerait à penser la seule diminution en proportion de ce secteur au sein de la population ayant un emploi.

Le secteur agricole diminue de moitié en l'espace de 28 ans, passant de 14,2% à 7,1%. Si l'on considère la masse de la population concernée cette perte apparaît encore plus importante, compte tenu de la déflation des effectifs totaux du canton : on passe de 1038 à 292 de 1954 à 1982, ce secteur perdant donc 746 emplois, soit 72% (par rapport à la base 1954). L'industrie recule également, chutant de 72,8% à 59,1 % de 1954 à 1982. Là encore les indications en valeurs absolues permettent de mesurer l'ampleur de cette fuite des emplois dans le secteur industriel : les actifs ayant un emploi dans l'industrie, au nombre de 5317 en 1954, ne sont plus que 2432 en 1982; soit une perte de 2885 ou de 54% par rapport à 1954. De même, il faut prendre en compte à la fois les proportions et les valeurs absolues pour saisir l'évolution du secteur tertiaire : si celui-ci est passé de 12,4% en 1954 à 33,8% en 1982, modifiant ainsi de façon appréciable la répartition sectorielle, il n'en reste pas moins, au vu de la déflation de la population totale entre ces deux années, que les gains en emplois dans ce secteur restent somme toute assez modérés, passant de 909 à 1388 (augmentation de 479, soit +53%) ne compensant donc pas les pertes dans les secteurs agricoles et industriels.

Les pertes d'emplois sont dues pour une part importante à la crise du textile. En effet, on constate que le secteur "textile/habillement" emploie la moitié de la population en activité réelle (50,3%) en 1962, alors qu'il n'occupe plus qu'un peu plus d'un quart de celle-ci en 1982 (28,6%). Cette chute de la part du textile est surtout sensible à partir de 1968 (on passe de 46,4% à 28,6% de 1968 à 1982). Si l'on prend maintenant en compte les masses de la population concernée on se rend compte que

---

fessions intermédiaires (cela n'a toutefois pas été possible pour le recensement de 1954) ; de même, faisons-nous figurer les salariés agricoles, encore comptés à part avant 1982, parmi les ouvriers (c'est le cas dans le recensement de 1975) ; la section "actifs divers" comprenant le clergé, les artistes, la police a été assimilée aux cadres moyens. La section "personnels de service" est ajoutée, comme en 1982, aux employés.

c'est 1788 emplois que ce secteur a lâché entre 1962 et 1982, soit une chute de 60% par rapport à la base de 1962. La crise de l'emploi est donc à l'origine largement une crise du textile, la vallée étant en fait d'autant plus touchée qu'elle reposait sur le plan économique sur une structure sectorielle à dominante mono-industrielle : d'une part, on a beaucoup licencié dans le textile, d'autre part, la suppression de ces emplois crée un manque quasi chronique de travail pour les générations à venir (les jeunes ne pouvant plus se faire embaucher) ; étant donné la place de cette industrie dans la vallée rien n'a pu compenser sa chute. Ce caractère mono-industriel apparaît avec évidence si l'on remarque que près des trois quarts des emplois industriels en 1962 (71,6%) étaient des emplois dans le secteur "textile et habillement".

	1954	**1962**	**1968**	**1975**	**1982**
Proportion des retraités par rapport aux inactifs	15,8%	20,5%	25,3%	29,8%	34,6%

Reste que ce déclin n'a pas affecté également les hommes et les femmes. Ainsi, entre 1954 et 1982 la proportion d'hommes ayant un emploi augmente par rapport à celles des femmes : de 57,2% en 1954 ce pourcentage culmine à 61,4% en 1968 pour revenir à 59,4% en 1982. La perte d'emplois est plus sensible pour les femmes que pour les hommes : entre 1954 et 1982 on passe pour les hommes de 4177 à 2444 soit une perte de 1733 emplois (-41,5%) et pour les femmes de 3128 à 1668 soit 1460 emplois de perdu (-46,7%).

Le travail industriel tend à se masculiniser cela surtout entre 1954 (57,7%) et 1968 (64,1%) les proportions tournant autour de 61 à 62% pour 1975 et 1982. Si l'on prend maintenant en compte la chute des emplois industriels celle-ci s'effectue plus en défaveur des femmes, le travail féminin décroissant plus rapidement que le travail masculin : pour ce dernier on passe de 1954 à 1982 de 3070 à 1516 soit une perte de 1554 (-50,6%) tandis que le travail féminin chute de 2247 à 916 soit 1331 emplois en moins (-59,2%). Cet écart, déjà sensible tout secteur confondu, est donc plus prononcé encore si l'on prend en compte le seul secteur industriel. Cela n'est pourtant plus vrai pour la composante "textile et habillement" où — bien que le travail féminin et le travail masculin aient également chuté et cela de façon considérable — d'une part l'écart entre hommes et femmes tend à se resserrer (respectivement 53,6% et 46,4% pour 1962 et 52% et 48% pour 1982) et d'autre part le travail masculin décroît un peu plus rapidement que le travail féminin (soit -61,5% contre -59%, 1982 par rapport à 1962). Les proportions d'hommes et de femmes se sont également resserrées dans le secteur tertiaire (soit respectivement 54,6% et 45,4% pour 1954 et 52,7% et 47,3% pour 1982). Reste que l'augmentation de l'emploi dans ce domaine est plutôt en faveur des femmes que des hommes puisqu'on passe pour les premières de 413 à 656 soit une progression de 243 (+58,8%) et pour les deuxièmes de 496 à 732 soit 236 de plus (+47,6%). Il faut cependant prendre en compte le fait que ce secteur n'emploie finalement qu'un tiers de la population concernée (en 1982) ce qui ne compense pas les pertes du secteur industriel et conduit à relativiser la position des femmes qui, mis à part le secteur tertiaire, sont en général plus souvent touchées que les hommes par la déflation de l'emploi.

Si le chômage augmente surtout entre 1975 et 1982, tout montre néanmoins que la tendance s'amorce dès 1962. Les forts taux de chômage s'annoncent après 1975 mais la crise du textile a pourtant débuté bien avant ; en fait il faut tenir compte, là encore, de la déflation de la population qui entre 1954 et 1982 est constante : les taux de chômage relativement faibles entre 1962 et 1975, alors que la crise du textile sévissait déjà, s'expliquent probablement par le départ d'une partie des habitants. De plus la décroissance de l'emploi était en général plus forte pour les femmes ; or celles qui ont perdu leur emploi se déclaraient-elles toujours comme chômeuses ? En fait on sait bien que nombre de femmes glissent souvent après une période de chômage vers l'inactivité n'étant alors plus classées parmi la population disponible à la recherche d'un emploi (P.D.R.E.) et changeant donc de catégorie statistique : de chômeuses, donc classées parmi les actives, elles deviennent inactives car ne recherchant plus, administrativement parlant, un emploi.

Le taux de chômage des femmes évolue d'ailleurs plus vile que celui des hommes : de 0,4% en 1962 (période la plus basse) il est de 17,9% en 1982, celui des hommes passant de

0,7% à 10,1%. Cette progression du chômage féminin apparaît d'autant mieux si l'on prend en compte les chiffres en valeur absolue : ainsi le nombre de chômeurs masculins entre ces deux périodes augmente 12 fois, celui des chômeurs féminins 36 fois. Complétant la remarque précédente on peut d'ailleurs se demander si le chômage féminin n'est pas encore sous-estimé car que dire de ces femmes qui désireraient trouver (ou retrouver) un emploi mais qui, faute d'en avoir obtenu un, dévient vers l'inactivité au sens INSEE du terme (couramment dénommées "femmes au foyer" ou "mères de famille" et rangées dans la catégorie 82 "inactifs divers"). Au cours de l'enquête certaines femmes interrogées, ayant travaillé précédemment mais ayant été licenciée, ne sont plus déclarées officiellement comme chômeuses dans la mesure où la recherche d'un emploi n'est plus explicitement formulée même si elles désirent pourtant en retrouver un : en fait le chômage devient au bout d'un certain temps une notion de plus en plus vague pour ces femmes car il tend à se transformer peu à peu en ce que la dénomination officielle qualifie d'inactivité (certaines d'entre elles occupent cependant des "petits boulots" au noir). Mais on sort là des statistiques pour pénétrer dans les réalités du chômage dont on sait bien qu'elles peuvent être différentes selon les sexes[14].

Enfin, l'expansion de la scolarisation est loin d'avoir atteint cette population. En effet, en 1982, 74,7% de la population de plus de 15 ans, ni scolaire, ni apprentie, a soit aucun diplôme soit un niveau CEP. Bien que cette proportion ait été plus importante encore en 1968 (85,2%) et 1975 (79,8%) c'est encore près des trois quarts qui se retrouve donc sans diplôme ou avec le seul niveau certificat d'étude. Quoique les niveaux BEPC/CAP ainsi que les niveaux bacs augmentent en proportion, leur part dans la population totale de référence reste minime, le niveau de qualification est par conséquent très faible.

En somme, tout montre que le déclin industriel a affecté profondément cette population entraînant des départs vers d'autres régions et corrélativement l'augmentation des retraités et des chômeurs. Ces transformations de la structure de la population ne sont pas pour rien dans les réactions des uns et des autres, telles qu'elles sont perçues dans la vallée du Rabodeau. En effet, nombre d'indices indiquent que ce déclin d'un groupe dominé a été transformé par les habitants en une représentation négative d'eux-mêmes insistant sur l'isolement et l'individualisme de chacun (25% du temps des entretiens est consacré à ce thème, 70% des interrogés par questionnaire soulignent l'isolement, 68% l'individualisme).

Pour les militants syndicaux cet individualisme est le plus souvent le résultat de la peur du licenciement : *"les gens sont effectivement chacun pour soi, quelqu 'un qui a un boulot il dit : moi je ferme ma gueule, si je ne ferme pas ma gueule je serai foutu à la porte". "Pour l'instant il n'y a plus de solidarité entre les ouvriers".* La situation de repliement a, pour les ouvriers interrogés, plusieurs causes. Pour les uns c'est le résultat de l'embauche des femmes dans les ateliers, pour d'autres c'est le résultat des transformations sociales : *"vous avez vu des friches tout autour de la maison, pour qu'on ne voit pas, on s'isole, c'est la mentalité... Il faut dire que c'est le fait de la T.V., la presse. Dans le temps, on s'aidait dans le village, maintenant on s'isole dans les maisons, on s'enferme, on avait du contact avec tout le monde, on parlait. Aujourd'hui, chacun pour soi...".* Pour d'autres enfin, le paternalisme est l'élément déterminant : *"il y a des gens qui ont pris l'habitude de vivre dans une situation de paternalisme, chez Boussac et chez Laedrich. Les gens ont réagit d'une manière égoïste...".* Ainsi différents discours insistent largement sur l'absence d'identité commune et de solidarité de groupe.

LA MOBILISATION SYNDICALE

Dans ces conditions, pour faire face aux licenciements, à l'augmentation du chômage, aux réorganisations et aux fermetures d'entreprises, les syndicats vont tenter de mobiliser la population de la vallée (distributions de tracts, appels à la grève, organisation de meetings et de manifestations) sans connaître un grand succès. L'analyse de ces stratégies suppose donc d'objectiver les diverses dimensions du travail syndical : pour ce faire, 163 tracts diffusés dans la vallée de Rabodeau ont été utilisés. Les quatre premiers facteurs, qui dans l'analyse factorielle appliquée aux tracts rendent compte de la part la plus importante de la variance, concernent la dénonciation du groupe patronal, la situation de l'emploi dans la vallée,

---

[14] Gabrielle Balazs, "les facteurs et les formes de l'expérience du chômage", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, nov. 83. n° 50. pp. 69 à 83.

les conflits entre syndicats, les conflits entre représentants au sein du comité d'entreprise.

Le premier facteur rassemble un ensemble de variables qui constituent une mise en cause du groupe dominant tout en insistant sur une vision négative de l'avenir. Ce facteur repose sur la construction d'une corrélation entre la responsabilité gouvernementale et patronale et une vision négative de l'avenir. Aux yeux des organisations syndicales de la vallée de Rabodeau, le patronat et le pouvoir d'État sont les responsables de la désindustrialisation et du chômage. Cette dénonciation trace les limites entre deux groupes sociaux et fixe leur opposition : d'un côté des syndicats représentant les travailleurs qui subissent le chômage et les licenciements, de l'autre, un patronat, un pouvoir, qui sont les responsables de la détérioration de la situation économique et sociale. La majorité des tracts témoignent de cette opposition entre des travailleurs, *"les premières victimes, qui subissent toutes les attaques, d'abord dans leurs conditions de travail, puis leurs salaires, leur pouvoir d'achat et enfin dans ce droit qu'est le droit de travail"* et un patron qui *"souvent fait passer le profit avant toutes autres considérations"* et qui *"avec le pouvoir est solidairement responsable de la catastrophique situation de remploi"*. Cette forme de dénonciation a pour but de s'opposer à la représentation habituelle que les dominants ont d'eux-mêmes afin de légitimer le discours des dominés sur eux-mêmes et de valoriser le groupe social qu'ils représentent. L'appel à l'action est souvent véhiculé par des mots appelant à la résistance pour défendre la dignité, la liberté, en un mot un statut "d'hommes libres" : *"lutter pour la défense de l'emploi* et *engager un combat de la dignité" ; "vivre et travailler dans le département en hommes libres et responsables"*.

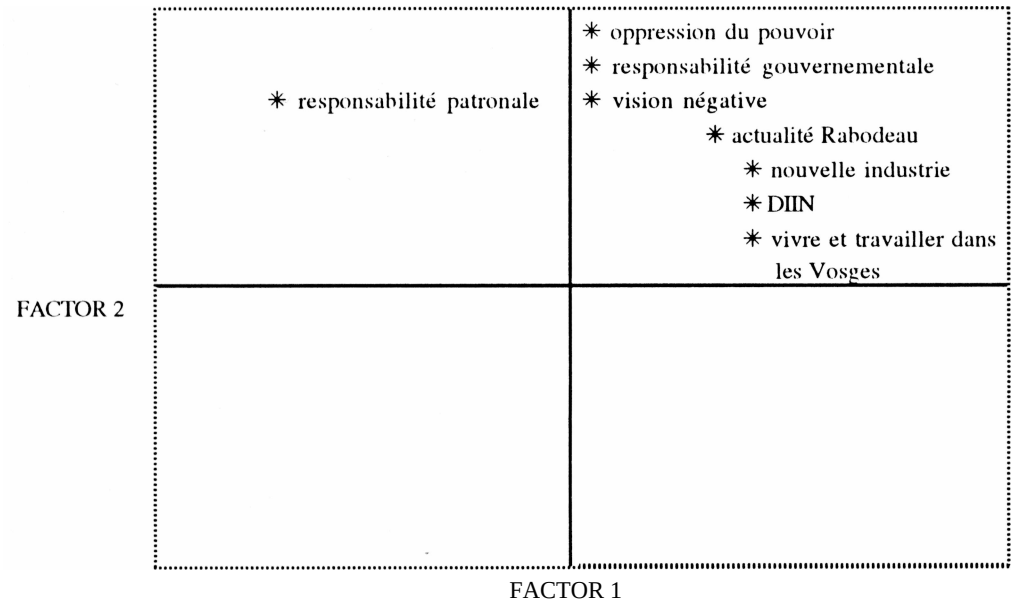
En se basant sur des termes juridiques, *"le droit du travail est bafoué"* , ou sur un discours d'indignation devant *le chantage et les humiliations* que le patronat ferait subir aux travailleurs, les syndicats essayent aussi de *"déshumaniser"* les patrons paternalistes en leur donnant l'image de *King-Kong* n'ayant *"aucune humanité"* et ne pratiquant *"que la répression, les licenciements, les cadences de travail excessives..."*. Dans un tract du 19 décembre 1974, le syndicat CFDT dépeint la politique du patronat sous la forme d'un arbre de Noël et utilise des images négatives *(vexation, provocation, intoxication, lavage de cerveau...)* comme cadeaux[15].

Ces dénonciations sont souvent pratiquées sur le mode du discours militant de la lutte des classes. Dans un tract édité par la CFDT et la CGT de SA. Colroy, en 1975, après la décision de la direction de licencier 55 ouvriers du tricotage, les deux syndicats tracent la politique de la direction en disant : *"C'est là camarades que l'on voit le machiavélisme de la direction SA. Colroy, par ce biais elle ne vous licencie pas mais elle vous prive de vos droits en matière de licenciement économique, elle réduit votre pouvoir d'achat et elle licencie le tricotage... Tout le monde est concerné, Senones sera condamnée par Levy si nous ne réagissons pas"*. Un autre tract de l'organisation syndicale Hacuitex CFDT, des sections Dim, Rosy, Colroy (DIROCO) du 8 avril 1977 décrit la politique du patronat : *"la politique du groupe consiste à pratiquer de bas salaires proches du SMIC et une répression patronale sournoise, la CFDT dénonce cette politique malsaine, elle entraîne l'insécurité qui aggrave l'exploitation des travailleurs du groupe pour le plus grand profit des capitalistes"*.

Celte représentation dichotomique du monde social se heurte, on le comprend, à de fortes incompréhensions tant l'intériorisation des schèmes de penser qui ont été produits par le mode de domination patronage-paternalisme est répandu et profondément ancré.

---

[15] Boltanski L. avec Darré Y., Schiltz M.A., la dénonciation, *Actes Recherche Sciences Sociales.* 1984. n°51. p.3-40.



Le second facteur regroupe l'ensemble des prises de position descriptives de la situation économique de la Vallée de Rabodeau ; ce facteur repose sur des corrélations entre des variables comme *vivre et travailler dans les Vosges, "situation de la vallée du Rabodeau" et demande d'implantation d'une industrie nouvelle.* Ce facteur semble répondre au souci de créer une vision collective de l'avenir de la vallée.

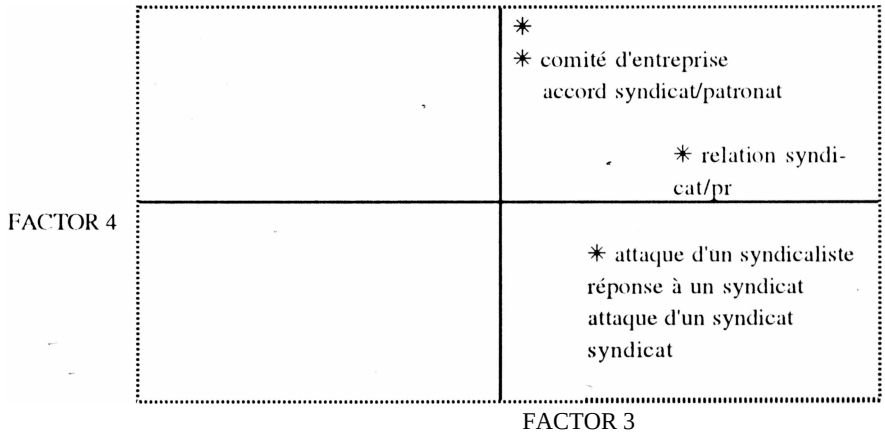
Dans cet ensemble de thèmes, la question régionale semble occuper la place centrale. Tout d'abord de nombreuses actions ont été menées depuis longtemps pour attirer l'attention sur la situation économique de la vallée. La plus ancienne, pour la période considérée, date du 26 octobre 1972 où une grève est déclenchée à Sénones par la CGT et la CFDT. Une autre action est menée du 9 septembre au 17 septembre 1975 par le responsable syndical FO, Paul Rusconi, qui occupera un clocher de Saint Dié afin de faire comprendre "l'importance des enjeux économiques"[16]. Dans un tract édité le 23 mai 1978, FO insiste sur le *"l'agression économique et sociale par le patronat", "la situation catastrophique de la région" : "qui de nous n'a pas ou n'aura pas un parent, un ami touché par la situation économique, combien de parents n'ont pas un enfant qui cherche un emploi et que deviendront ces gens sortant de scolarité, plus de 3000 dans notre département... ".* La réduction de l'activité textile de la vallée est un des thèmes les plus fréquemment repris dans les tracts avec une dramatisation qui s'exprime bien dans ce texte de la CGT : *"... Boussac en 1978 ... COP LAC en 1979. Que sera en 1980 ? Déjà nous arrivent des informations inquiétantes pour la blanchisserie de Laedrich... ".*

Presque la quasi totalité des tracts insiste sur l'intérêt de *"vivre et travailler au pays",* sur l'opposition qui doit être vive et unanime au *"démantèlement du textile "* et au projet de faire de la vallée du Rabodeau une zone touristique "la vallée verte". Répéter qu'il faut pouvoir *"travailler dans nos usines"* et que *"l'action doit être déterminante pour le maintien .de l'emploi dans nos entreprises"* et. aussi *"pouvoir continuer de vivre au pays"* évoque à quel point l'espace quotidien est devenu l'expression de la culture de ce groupe. Comme le dit l'une des ouvrières parlant du paysage industriel *"la cheminée, le bâtiment là-bas, tout cela c'est notre vie".*

Reste que cet appel à la défense de la région n'est pas toujours ressenti comme mobilisateur. Certains militants ou sympathisants intéressés insistent sur l'impossibilité d'un esprit de groupe enraciné dans l'espace local dès lors que *"chacun tire la couverture à soi".* Ainsi une ouvrière de l'entreprise Boussac témoigne de ce manque de solidarité en décrivant le travail dans l'usine : "*... dans l'usine, il y en a qui se fiche que le travail se fasse. On ne peut pas contrôler tout, mais disons qu'il y avait des choses qui sortaient de l'usine... Oui, ça c'est vrai, des kilomètres de tissus, ça veut dire que chacun tirait la couverture dès le début. Quand j'étais chez Boussac, j'ai vu que les gens étaient bien habillés, bien chaussés... ça sortait en masse... moi, j'ai vu une femme, elle s'est*

[16] L'Est Républicain. 16-9-1975.

mise derrière le rouleau et puis elle ramassait le tissu comme ça et elle l'a mis dessous...". Un militant syndical décrit quant à lui le comportement des cadres dans l'usine de Laedrich : *"... parce qu'ils ont affaire à des personnels cadres en particulier qui n'étaient pas consciencieux. Le patron était loin, à Epinal, il faisait confiance à des cadres qui ne le méritaient pas... Les directeurs prenaient des personnels pour tapisser, pour aller faire de la peinture... Les ouvriers disaient de la direction générale : il y en a même qui vont lire le journal pour leur lapin pour qu'il ne s'ennuie pas... L'usine sortait en petit morceau dans des paniers... la vallée ils s'en fichaient".* Dans la même perspective, un salarié du textile qui participe activement à la vie politique locale souligne la responsabilité des cadres dans les difficultés économiques en disant que : "*... et justement, le manque réel de direction sérieuse et autour des sphères de direction un tas de personnes qui profitaient du système qui ont contribué à faire que le groupe s'enfonce mois après mois et année après année...".* Pour eux, ce système de combines, loin de renforcer un sentiment d'unité a contribué à *"atomiser la population"* et à empêcher l'adhésion du plus grand nombre à la défense de la vallée.



Le troisième facteur est le produit d'une combinaison de deux variables traitant des conflits entre les syndicats : attaque d'un syndicat et mise en cause de la responsabilité syndicale. Dans la Vallée de Rabodeau, le conflit entre organisations syndicales oppose le plus souvent FO à la CGT et à la CFDT. Les dénonciations des manoeuvres de l'adversaire sont toujours fréquentes ; le mot de *trahison* remplace le vocabulaire militant et la fréquence des grands litres cherchant à mettre en cause le syndicat accusé est toujours élevée. En témoigne ce tract de FO du 10 avril 1979 où le syndicat évoque l'impuissance de l'action et la trahison de la CGT : *"Agiter un hochet pour faire du bruit ne suffit pas",* ou cet autre tract de la CGT édité en 1976, dans lequel le syndicat critique la méthode de FO dans la Vallée de Rabodeau sous un titre : *"la CGT n'a pas de complexe".* D'autres tracts témoignent de ces dénonciations comme celui de FO : *"il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, les chiens aboient et la caravane passe".* Le conflit peut aller jusqu'à l'injure des responsables syndicaux adversaires qui *"font l'âne"* et *"continuent à faire l'âne"* ou qui *"trifouillent, s'enlisent dans le mensonge".* Celle dénonciation a pour but de *"rétablir la vérité"* et de dénoncer celui qui *"trahit les travailleurs".* Les thématiques de dénonciation sont cependant différentes puisque la majorité des tracts FO critiquent la *"démagogie" et "l'impuissance"* de la CFDT et de la CGT alors que selon la CGT et la CFDT, FO est compromis par une politique de collaboration avec le patronat : témoignent de cette polémique les tracts de FO, dont celui du 10 avril 1979 qui dénonce la CGT : *l'agitation, la littérature, les slogans démagogiques, n'apportent rien aux travailleurs ... n'ayant pas trouvé de solution constructive à proposer il vous fallait bien sûr trouver une "cible" et* celui du 17 décembre 1974 dans lequel FO essaye de déstabiliser les militants de la CFDT : *"à la vue des tracts CFDT, nos adhérents et de nombreux travailleurs de COLROY SA nous demandent de répondre. Nous nous étions refusés à ouvrir une polémique avec ces braves qui distribuent des tracts anonymes, ils démontrent ainsi leur triste mentalité, leur contenu est de telle pauvreté d'esprit qu'ils ne peuvent être conçus que soit par un détraqué, par un esprit infantile, ou par un individu sans scrupule : alors notre silence sera le plus grand des mépris".* Dans un autre tract de juin 1979, FO essaye de défendre sa politique d'action en décrivant la stratégie de h

CGT : *"FO détermine ses décisions d'après sa propre analyse dans l'indépendance la plus absolue. Ce n'est ni la pression des parties politiques quels qu'ils soient, ni la médisance de la CGT qui influenceront nos principes d'indépendance syndicale".* Inversement, on trouve une dénonciation de FO dans ce tract de la CFDT de 1975 : *"oui la CFDT dénonce : c'est vous Monsieur M. qui poursuivez des objectifs qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme, avec l'appui de FO, organisation de la collaboration de classe au service du Patronat (vous fixez même le prix de vente des collants à la SA COLROY) ...* ou dans celui-ci *pour service rendu à la société SA COLROY, X (militant de FO) a été l'objet d'une promotion avantageuse pécuniairement (salaire double en six mois) comme bras gauche de R. ... Les responsables CFDT dénoncent et condamnent une fois de plus la collusion de FO avec la direction et surtout N. et R. qui ont saboté le mouvement revendicatif de janvier 1975 contre l'avis des travailleurs en grève".* Le conflit entre organisations syndicales prend donc deux aspects : soit la dénonciation d'une organisation et de sa politique, soit la dénonciation d'un syndicaliste. Celle-ci se base sur son passé afin de montrer les erreurs commises et de porter atteinte, ainsi, au syndicat auquel appartient le syndicaliste visé.

En somme, le conflit entre organisations syndicales est d'autant plus violent que les divergences de stratégies entre "les appareils" ont pour enjeu les liens de fidélité et de dévouement qui sont censés unir les travailleurs et leurs représentants. La moindre mise en cause apparaît ici comme d'autant plus grave qu'elle s'en prend à l'honneur des militants du syndicat adverse. Laisser entendre que le dévouement de tel syndicaliste est moins oblatif qu'il n'y paraît revient à nier aux yeux de tous, et surtout aux yeux de l'intéressé, la valeur de "la mission"[17] à laquelle il se consacre. Utiliser des termes aussi forts que ceux de "trahison" ou de "collusion", dans un contexte de démoralisation engendrée par le déclin de l'emploi et le départ d'une partie de la population, ne peut qu'amplifier considérablement les tensions intersyndicales et renforcer, a contrario, l'image positive du patronat paternaliste.

Le quatrième facteur qui rend compte des énoncés contenus dans les tracts traite plus particulièrement des négociations et du rôle des comités d'entreprise. Tout semble indiquer que chaque syndicat cherche à mettre en avant ses propositions, sa stratégie, son efficacité pour s'approprier les victoires et à renvoyer les échecs aux propositions, aux stratégies et à l'inefficacité du syndicat concurrent. En témoigne ce tract du 17 décembre 1974 : *Ils qualifient les propositions FO libre de plan de sauvegarde ce qui est l'honneur de FO libre. Notre bouée de sauvetage a peut-être une rustine, leur CFDT est trouée... Nous ne comprenons pas alors que FO se battait pour le main tien de 40h et contre le chômage partiel, la CFDT demandait à Monsieur L. la réduction des horaires de travail en fonction du planning de l'entreprise. Ne savait-elle pas que le tricotage en serait le premier touché.*

Certains militants reconnaissent l'importance de cette division syndicale dans l'absence de mobilisation. Comme le dit ce militant CGT : *"c'est vrai qu'il y a une division syndicale, chaque fois on nous dit vous allez dans le mauvais sens ... on nous dit des rigolos ... malheureusement on avait raison ... ce qui se passait et ce qui se disait des attaques très personnelles contre les syndicalistes de chez nous, on nous a dit qu'on est des rigolos même s'il y a moins de bagarres entre les représentants syndicaux on peut dire c'est la querelle des personnes...* Un autre militant de FO, commentant la stratégie de la CGT, en dira : *'"la CGT, elle a défendu la classe' l'ouvrier mais toujours en mettant en cause le gouvernement, Giscard, Pompidou, etc... après 81 ce n'est plus la même combativité : qu'on laisse les hommes politiques faire leur travail politique et défendre nos intérêts propres... Un syndicat doit rester un syndicat... alors ce revirement ça a écoeuré... et puis ils s'en prenaient toujours à FO alors plus personne n'y comprenait rien".*

DES OPINIONS DIFFÉRENCIÉES

Tout semble donc montrer que la population restante, en quelque sorte diminuée, réagit à la situation qui lui est faite par des prises de position multiples qui empêchent une unification minimale et, à fortiori, une pratique revendicatrice. L'un défend son individualité, l'autre s'isole, l'un critique les syndicats, l'autre accuse tel ou tel de la situation. Pour bien comprendre ces différences dans la manière de réagir il faut d'abord examiner les représentations de l'action collective et les croyances qui

[17] Bader Roger, L'activité syndicale et la reproduction des intérêts du groupe militant. *Regards sociologiques.* 1991. N°l. p. 1-30.

y sont liées tant il est vrai que la mobilisation diffusion des schèmes cognitifs qui les sous-dépend de l'activation de ces croyances et de la tendent.

Degré de mobilisation de la population enquêtée pour la défense de l'emploi dans la Vallée de Rabodeau

Variables V1, V2, V3	Souvent	Quelques fois	Rarement	**Jamais**
Participation à des manifestations	10%	14,7%	7,3%	**68,7%**
		31,3%		
Participation à des grèves	14,7%	16,8%	3,4%	**65,1%**
		34,9%		
Participation à d'autres initiatives		**24,8%**		**72,2%**

effectif total : 146

Initiatives auxquelles ont participé les personnes interrogées

Marches	Réunions	Pétitions	TOTAL
36,8%	34,2%	29%	38

Appréciation de la nécessité de lutter et de se mobiliser

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'acaird
Nécessité de lutter pour sauver l'emploi	**63,2%**	30%	6,8%	/
Si mobilisation en temps utile, vallée moins de difficulté maintenant	17,5%	31,7%	**43,7%**	7,1%
Ne pas lutter contre les fermetures = condamner la vallée	**43,8%**	39%	15,1%	2,1%

Opinions sur la participation aux manifestations

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
Manifestations n'ayant qu'un faible impact sur les décisions prises par les patrons en matière d'emploi	17,4%	39,9%	30,4%	6,5%	5,8%
Ce n'est pas en manifestant ou en faisant grève que l'on changera quoi que ce soit à la situation de la vallée	22,5%	26,1%	34,1%	15,9%	1,4%
Les manifestations ne servent à rien car personne n'y va	8,0%	21,0%	33,3%	31,2%	6,5%
Les manifestations seraient plus efficaces si elles étaient organisées par tous les syndicats	37,7%	34,8%	12,3%	7,2%	8,0%
Au lieu d'appeler à la grève ou aux manifestations, les syndicats feraient mieux de faire des propositions concrètes	39,1%	39,9%	14,5%	2,9%	3,6%
Il ne sert à rien de manifester si l'on n'a rien à proposer en contrepartie	34,8%	29,7%	26,8%	4,3%	4,3%

Opinions sur la participation aux grèves

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
Les grèves constituent un moyen de pression important	29,7%	29,0%	21,7%	15,9%	3,6%
Ce n'est pas en manifestant ou en faisant grève que l'on changera quoi que ce soit à la situation de la vallée	22,5%	26,1%	34,1%	15,9%	1,4%
Au lieu d'appeler à la grève ou aux manifestations, les syndicats fendent mieux de faire des propositions concrètes	39,1%	39,9%	14,5%	2,9%	3,6%
Les grèves divisent les gens	29,0%	34,1%	29,0%	5,8%	2,2%
Les grèves ne servent à rien car les décisions sont déjà prises	44,2%	26,8%	19,6%	5,8%	3,6%
Les grèves représentent une perte d'argent	18,8%	17,4%	32.6%	29,0%	2,2%
Les grèves ont accru la crise car elles ont fait perdre de l'argent au patrons du textile	15,2%	15,2%	30,4%	29,0%	10,1%

Opinions sur la participation aux meetings

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
Il est important d'aller aux meetings car on y est informé des décisions prises par les patrons sur l'emploi	21,7%	32,6%	22,5%	12,3%	10,1%
On décide des moyens d'action à mettre en place dans les meetings	18,8%	41,3%	15,9%	13,8%	10,1%
Les meetings seraient plus efficaces s'ils regroupaient tous les syndicats	42,8%	35,5%	5,1%	5,1%	11,6%
Les meetings sont politiques	18,8%	41,3%	15,9%	13.8%	10,1%
Les meetings sont organisés pour montrer la puissance syndicale	10,9%	26,1%	24,6%	10,1%	* 28,3%

Si, près de 80% soutiennent la nécessité de réagir et même de lutter, cette population ouvrière est profondément divisée sur les objectifs et les effets des grèves et des manifestations et exprime fréquemment son opposition ou sa réticence ou son septicisme aux moyens choisis.

Tout d'abord, la coupure entre militants et non militants est profonde comme en témoignent des réponses contrastées à toute question sur l'effet des manifestations et des grèves. Ainsi, alors qu'aucun des militants ne défend l'opinion selon laquelle "faire grève ne sert à rien si ce n'est à perdre de l'argent" ou que "les grèves ont contribué à la crise que connaît la région car elles ont fait perdre de l'argent aux patrons du textile", 40% des non militants développent ces thèses. Si 80% des militants participent aux manifestations sans crainte d'être mêlés à des bagarres avec les forces de l'ordre, 45% des non militants développent cette crainte. De la même façon les non militants sont plus nombreux à penser que les grèves divisent le personnel en opposant les grévistes et les non grévistes (60%), que les manifestations ne servent à rien puisqu'elles ne proposent pas de contreparties (70%), que les manifestations ne servent à rien puisqu'elles ont un faible impact sur les décisions prises par les patrons en matière d'emploi (60%) qu'au lieu d'appeler à la grève "les syndicats feraient mieux de faire des propositions concrètes" (80%).

Cette coupure, qui montre d'un côté des militants, peu nombreux il est vrai, qui s'efforcent de mobiliser et de l'autre une population très réservée quant ce n'est critique sur les objectifs et les effets des grèves et manifestations, renvoie aux divisions politiques. On ne s'étonnera pas d'une concomitance entre les opinions de gauche et l'adhésion aux objectifs de la contestation et les opinions de droite et leur refus.

Ainsi l'idée selon laquelle la grève est un moyen de pression important est soutenue par 75% de ceux qui se disent à gauche, 51% de ceux qui se disent au centre et 30% de ceux qui se disent à droite, quant à l'argument souvent exprimé lors des entretiens, selon lequel les grèves divisent le personnel, il suscite le rejet de 75% de ceux qui se disent à gauche mais entraîne l'adhésion de 63% des centristes et de 85% de ceux qui se disent de droite. L'attachement aux anciens patrons du textile corrélatif d'une participation religieuse (catholique) plus élevée est lui aussi très lié aux positions précédentes. Tout montre en effet que les pratiquants réguliers affirment plus souvent que les pratiquants irréguliers et que les non pratiquants et sans religion que "les syndicats ne représentent pas la population" (22%, 7%, 1%) ou que les syndicats sont inefficaces (24%, 13%, 9%) ou que les syndicats sont trop divisés (12%, 6%, 1%) ; par contre les militants chrétiens refusent que les luttes syndicales soient à l'origine de la crise de l'industrie textile de la vallée.

Les "images" presque charismatiques de l'ancien patronat paternaliste du textile ne semblent donc pas compter pour rien dans la défiance vis-à-vis de la mobilisation collective. Ainsi 60% des personnes interrogées pensent que Laedrich et Boussac étaient plus proches des ouvriers que les syndicats et qu'il est injuste de les considérer comme responsables car "ils ont tout fait pour assurer du travail aux gens de la vallée". Dans cette catégorie on retrouve bien sûr des artisans, des Commerçants et des professions libérales de droite qui ont, d'une manière générale, une bonne opinion de ces patrons mais on y rencontre aussi des ouvriers travaillant ou ayant travaillé dans le textile, fréquemment sans diplômes (souvent des femmes ou des préretraités), de confession catholique, qui ne se sont que peu ou pas mobilisés. Tout laisse penser que cette intériorisation d'une dépendance personnalisée varie de manière inversement proportionnelle au niveau d'études et à la qualification professionnelle. Tout laisse penser aussi que cette valorisation du patronat varie avec la proximité du monde rural (les ouvriers fils de métayers et d'ouvriers agricoles sont plus sensibles au paternalisme). Enfin elle varie proportionnellement à l'intensité de la domination masculine (les femmes mariées sans diplôme et sans qualification professionnelle de plus de 40 ans sont les plus nombreuses à défendre l'image positive du patronat). Par contre, lorsqu'on parle du patronat actuel et de sa responsabilité dans la crise, les critiques se font plus acerbes : ces critiques, en effet, ne s'adressent pas à "Messieurs Laedrich et Boussac" mais à leurs successeurs, aux dirigeants dont les noms sont directement liés à la crise. Mais si les critiques sont vives, surtout de la part des individus de gauche, elles ne mobilisent pas pour autant.

Opinions sur les patrons d'antan

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
MM. Laedrich et Boussac étaient plus proches des ouvriers que les syndicats	27,5%	33,3%	9,4%	9,4%	20,3%
MM. Laedrich et Boussac ne sont pas responsables de la crise car ils ont tout fait pour la vallée	26,8%	36,2%	10,9%	10,1%	15,9%
Si Marcel Boussac était vivant il y aurait moins de difficulté	21,7%	23,2%	17,4%	17,4%	20,3%

A la forte image des patrons d'antan ne s'opposent que peu "d'images d'autorité" des militants syndicaux. Tout d'abord un faible pourcentage de la population dit suivre des orientations des syndicats (17%). Les ouvriers syndiqués qui se disent déçus par le syndicalisme sont d'ailleurs plus nombreux (20%). Les principaux reprochent adressés aux syndicats sont leur inefficacité et leur division. Ainsi 78% considèrent que si les syndicats avaient été moins divisés, ils auraient mieux été à même de défendre les intérêts des travailleurs de la vallée, pendant que 84% affirment que si les syndicats ne cherchaient pas à préserver les intérêts du parti politique dont ils se sentent les plus proches, ils auraient été plus convaincants. De plus 53% affirment que les syndicats n'ont pas été à la hauteur de la situation et n'ont pas suffisamment défendu les intérêts de la région. Pis encore, 38% pensent que les syndicats ont accentué la crise en organisant des manifestations.

Opinions sur l'action syndicale

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
Lutte syndicale, meilleur moyen d'action	13,8%	23,2%	37,0%	20,3%	5,8%
Les syndicats ont accentué la crise en cherchant à revendiquer	10,1%	28,3%	31,2%	19,6%	10,9%
Si les gens de la vallée n'avaient pas défendu leurs intérêts personnels, les syndicats auraient eu plus d'impact	15,9%	33,3%	22,5%	13,8%	14,5%
Les syndicats auraient eu moins de mal à mobiliser s'il n'y avait pas eu de pression patronale	9,4%	26,8%	26,1%	1 1,6%	26,1%

Opinions sur les syndicats

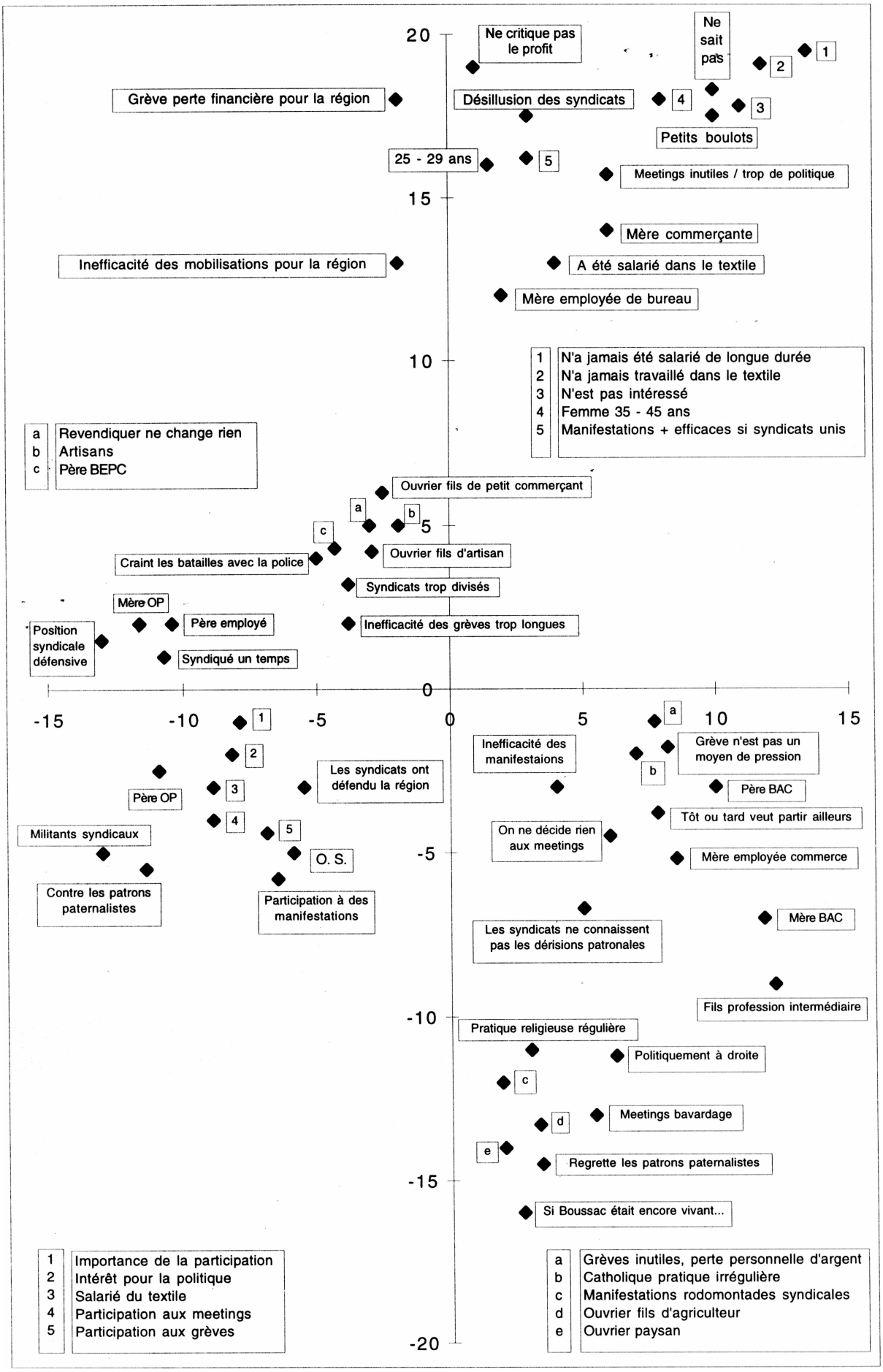
	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas
Les syndicats défendent les intérêts des opprimés	43,5%	30,4%	15,2%	8,0%	2,9%
Si les syndicats avaient été moins divisés ils auraient défendu les intérêts de la vallée	44,9%	32,6%	10,1%	2,2%	10,1%
Si les syndicats ne cherchaient pas tant à préserver les intérêts des partis politiques ils auraient été plus convaincants	49,3 %	34,8%	5,1 %	2,9%	8,0%
Les syndicats n'ont pas assez défendu les intérêts de la région	21,7%	31,9%	18,8%	8,0%	19,6%

Reste que cette critique anti syndicale est parfois contradictoire ou complétée par des arguments à décharge. Les plus fréquents sont l'évocation de "l'individualisme" des habitants de la vallée et la peur de la répression patronale. Ainsi 43% considèrent que "si les gens de la vallée n'avaient pas uniquement privilégié leurs intérêts personnels, les syndicats auraient plus facilement défendu l'emploi" alors que 36% considèrent que les syndicats auraient eu moins de mal à mobiliser si les patrons n'avaient pas menacé de prendre des sanctions envers les manifestants et les grévistes.

LA FRAGMENTATION SOCIALE

On sait les limites des sondages d'opinion[18], aussi est-il particulièrement utile de mettre en rapport les prises de position avec les positions occupés dans l'espace social local. L'analyse des correspondances réalisée montre l'importance de trois facteurs par rapport auxquels se définissent cinq groupes. Tout semble montrer que chacune des dimensions qui structurent l'espace des prises de positions revendicatives est en quelque sorte liée à une forme de domination. Tout semble en effet indiquer que le premier facteur renvoie aux réactions à la domination capitaliste, que le second renvoie au développement dans cette région vosgienne du paternalisme et que le troisième facteur est l'expression de la matérialisation de la domination dans l'espace local. Le premier facteur serait en quelque sorte la vision des rapports des forces, le second l'expression réfractée des stratégies particulières des dominants et le troisième facteur, l'expression des effets de la domination ici et maintenant. En somme, l'espace des prises de position revendicatives serait produit par les formes qu'ont pu prendre la domination et les réactions plus ou moins instituées qu'elle a pu engendrer, tant il est vrai que ces formes laissent des traces profondes qui structurent encore les pratiques et les représentations alors même qu'elles ne sont plus manifestes.

[18] Champagne P., *Faire l'opinion.* Paris, éd. Minuit. 1990.


Ne critique pas le profit
Ne sait pas
Grève perte financière pour la région
Désillusion des syndicats
Petits boulots
25 - 29 ans
Meetings inutiles / trop de politique
Mère commerçante
Inefficacité des mobilisations pour la région
A été salarié dans le textile
Mère employée de bureau
1 N'a jamais été salarié de longue durée
2 N'a jamais travaillé dans le textile
3 N'est pas intéressé
4 Femme 35 - 45 ans
5 Manifestations + efficaces si syndicats unis
a Revendiquer ne change rien
b Artisans
c Père BEPC
Ouvrier fils de petit commerçant
Craint les batailles avec la police
Ouvrier fils d'artisan
Syndicats trop divisés
Mère OP
Position syndicale défensive
Père employé
Inefficacité des grèves trop longues
Syndiqué un temps
Inefficacité des manifestaions
Grève n'est pas un moyen de pression
Les syndicats ont défendu la région
Père OP
Père BAC
Tôt ou tard veut partir ailleurs
Militants syndicaux
On ne décide rien aux meetings
O. S.
Mère employée commerce
Contre les patrons paternalistes
Participation à des manifestations
Mère BAC
Les syndicats ne connaissent pas les dérisions patronales
Fils profession intermédiaire
Pratique religieuse régulière
Politiquement à droite
Meetings bavardage
Regrette les patrons paternalistes
Si Boussac était encore vivant...
1 Importance de la participation
2 Intérêt pour la politique
3 Salarié du textile
4 Participation aux meetings
5 Participation aux grèves
a Grèves inutiles, perte personnelle d'argent
b Catholique pratique irrégulière
c Manifestations rodomontades syndicales
d Ouvrier fils d'agriculteur
e Ouvrier paysan

La première dimension, isolée par l'analyse factorielle, renvoie à une prise de position contestataire. Cette dimension oppose les militants et les sympathisants qui soutiennent la nécessité d'une action pour protester contre la fermeture des installations aux autres qui ne voient pas l'utilité des mouvements revendicatifs. Cet axe oppose particulièrement les syndiqués à tous les autres. L'écart entre une vision du monde "collective" reposant sur une culture, faite de solidarité et d'opposition vis-à-vis du patronat et de ses représentants, et une vision du monde plus individualiste est très marqué. Mais l'univers des non mobilisés est loin d'être unifié : les motifs les plus divers sont avancés pour rendre compte de l'absence de revendication, on y trouve aussi bien ceux qui ne souhaitent pas ou ne peuvent pas perdre de l'argent en période difficile, ceux qui craignent les rapports avec les forces de l'ordre ; ceux qui défendent l'idée que rien ne se réglera dans la région ; ceux qui reconnaissent leur impuissance devant les décisions patronales ; ceux qui préfèrent ne pas manifester pour ne pas contrecarrer l'action de patrons et/ou d'élus pour réindustrialiser la vallée ; ceux enfin qui insistent sur les rivalités et tensions au sein même des appareils syndicaux. Quant à l'univers des défenseurs de la mobilisation, d'abord moins nombreux (17% des répondants au questionnaire) que les opposants aux mobilisations, il est lui-même divisé entre partisans d'une conception offensive des mouvements revendicatifs et militants adoptant une position défensive. Ceux-là sont intéressés par la politique, ont participé aux grèves et aux manifestations, soutiennent que les grèves sont utiles même lorsque les décisions ont déjà été prises. (37% vont même jusqu'à affirmer qu'elles peuvent faire revenir des patrons sur leurs décisions). Ceux-ci adoptent une position défensive en soutenant que les anciens patrons paternalistes n'étaient pas aussi proches des ouvriers qu'on l'affirme aujourd'hui et que les syndicats n'ont jamais pactisé avec eux. Ils affirment aussi qu'il ne faudrait pas rejeter sur les syndicats la désindustrialisation en prétextant que les revendications successives ont fait fermer les entreprises ; ils rappellent avec force que les syndicats ont tenu compte des intérêts de la population et n'ont pas cherché, d'abord, à satisfaire leurs propres intérêts. Un troisième sous groupe enfin, tout en soutenant les manifestations syndicales, reconnaît que ceux-ci n'ont pas pu empêcher le déclin de l'industrie textile qui était inéluctable. Tout semble donc montrer que ce facteur est la transposition des réactions à la domination et à ses conséquences.

Le deuxième facteur est lié aux prises de position concernant le syndicalisme et le paternalisme. Ce facteur oppose ceux qui ont connu et sont attachés au paternalisme et ceux qui ne l'ont pas connu ou s'en sont détachés ; les partisans du paternalisme défendent la thèse suivante : si Boussac ou Laedrich étaient encore vivants, ils n'auraient pas laissé la vallée se désindustrialiser. Mieux encore, ces deux patrons, archétypes du paternalisme, auraient usé de tous leurs moyens pour éviter ce risque dès qu'ils l'auraient perçu. Ce type de prise de position s'accompagne d'un grand scepticisme à l'encontre des meetings syndicaux que l'on trouve trop politisés ou des manifestations dont on ne voit pas en quoi elles pourraient contribuer à trouver des solutions concrètes. Cette dimension rassemble aussi les indifférents et les sceptiques aussi bien à l'égard des syndicats que des patrons paternalistes, aussi bien à l'égard du passé de l'industrie textile que de la situation présente ou de l'avenir de la Vallée.

Le troisième facteur, quant à lui, est en rapport avec les tonnes de domination immédiates reçues dans l'atelier et dans l'habitat. Sur ce facteur s'opposent ceux qui pensent que les solidarités familiales, les solidarités d'atelier ou les solidarités de voisinage ont disparu, le regrettent ou en rejettent la faute sur d'autres et ceux qui développent une valorisation (ou une acceptation plus ou moins contraintes) des effets de l'individualisme.

C'est la combinaison de ces trois facteurs qui entraîne la multiplication de sous groupes développant des pratiques et des représentations très différenciées en matière de revendication. Tout se passe comme si la forte structuration des formes de domination patronale d'un côté et la différenciation conflictuelle de l'univers de résistance d'un autre côté avaient conduit à un éclatement des prises de position revendicatives. En somme, les stratégies patronales continuent de manifester leur efficacité alors même qu'elles ne s'exercent plus en tant que telles. Les plans factoriels rendent bien compte de ces différenciations : la combinaison de ces facteurs fait apparaître cinq sous groupes très distincts.

Ceux qui restent attachés aux valeurs d'autrefois, défendent le paternalisme ou rêvent d'un retour aux anciennes formes de domination personnalisées, constituent un premier sous

groupe. Les tenants de celte position défavorable aux manifestations et revendications développent des représentations spécifiques : ils montrent du respect pour les anciens patrons du textile, soulignent l'intérêt que ceux-ci témoignaient pour "leurs" ouvriers et employés. Reprenant à leur compte des expressions patronales (ils parlent de l'importance des "rouages humains" dans la production), ils ne comprennent pas la logique syndicale des meetings et manifestations. Ils semblent avoir tellement intériorisé les modèles de reconnaissance/dépendance personnalisée qu'ils ne peuvent pas ne pas être sceptiques devant le désintéressement et le dévouement des militants syndicaux. A leurs yeux ces syndicalistes rechercheraient un intérêt personnel, une volonté de puissance ou une carrière politique. En fait, cette prise de position en faveur des patrons paternalistes s'accompagne le plus souvent d'une méconnaissance réelle de la pratique syndicale puisque le plus grand nombre de ses contempteurs n'a jamais participé à une réunion ni suivi un meeting et débouche fréquemment sur le rêve éveillé d'un retour des anciens patrons. Les tenants de celte prise de position semblent avoir repoussé toute légitimité aux formes de représentation cristallisées dans des appareils syndicaux ; mieux encore leur attachement aux valeurs qu'auraient prônées les figures tutélaires patronales les conduit à nier toute autorité aux organisations syndicales : l'intensité de la critique à l'égard des syndicats est inversement proportionnelle à l'attachement aux anciens préceptes patronaux. Ces individus attachés à la "figure charismatique" des patrons d'antan résistent peut-être, par ce moyen, à toute perte de repères matériels et symboliques. Autant le désarroi caractérise souvent les individus des autres groupes, autant ceux-ci partagent des certitudes fortes. Croire en Laedrich ou Boussac, espérer d'une certaine façon leur retour, finalisent leur existence, leur donne un futur que les résignés et les désabusés n'ont plus, que les disqualifiés refusent et dont les militants doutent parfois. Ce passé imaginaire qui télescope un futur illusoire leur permet de ne pas voir le présent. En somme, tout se passe comme si, pour eux, la crise était vaincue, imaginairement, en réactivant les dimensions les plus idéologiques du paternalisme patronal. Les représentations de ce sous groupe, composé de femmes peu qualifiées, de préretraités et de retraités d'origine rurale, d'ouvriers faiblement qualifiés autrefois très dépendants des systèmes de secours, mais aussi d'ouvriers promus, fiers de la "reconnaissance sociale" témoignée à leur travail et à leur fidélité, souvent catholiques par traditionnalisme, montre à quel point l'apparition de prises de position contestatrices dépend de la possibilité de maîtriser matériellement et symboliquement sa propre existence.

Le second sous groupe, composé d'individus très divers mais parmi lesquels les anciens syndiqués sont nombreux comme le sont les ouvriers professionnels, partage avec le premier sa méfiance vis-à-vis des organisations syndicales. Mais, ici, on soutient l'idée de revendication, même si on ne participe pas ou ne participe plus aux actions de mobilisation. Les tenants de cette position sont le plus souvent critiques vis-à-vis des moyens utilisés et des stratégies des appareils syndicaux. Ils reprochent aux syndicats d'être trop politisés et aux leaders syndicaux de s'opposer les uns aux autres dans des conflits stériles. Si certains sont "écœurés" de découvrir la rupture des solidarités d'atelier ou des solidarités de voisinage, avec le mouchardage et l'individualisme, d'autres sont amers et désabusés d'avoir été "bernés" par des syndicalistes "trop soucieux de leurs intérêts personnels" ou trop accaparés par les divisions politiques. Les hésitations et les revirements caractérisent souvent les individus de ce groupe : ainsi peuvent-ils défendre une cause collective, insister sur la nécessité de manifester et quelques minutes plus tard critiquer les militants syndicaux, affirmer que "tout cela ne sert à rien", nier la réalité de la solidarité, prôner un "chacun pour soi". Leur désarroi les différencie du groupe précédent : nombre d'entre eux n'aperçoivent plus d'avenir, ne croient même plus que leurs enfants puissent "rester au pays", n'ont, en un mot, plus de repères temporels et, peut-être plus profondément encore, guère de repères institutionnels. Ce désarroi devant une existence qui leur échappe ou plutôt qui se rétrécit au quotidien "des courses et du jardin" est manifeste. On peut d'ailleurs se demander si avec la dénonciation des "trahisons", des "renonciations", des "abandons", des "volte face" des militants les plus en vue, ce ne sont pas les repères accrochés à ces "figures" symboliques qui se sont effondrés en premier, entraînant dans leur sillage un effritement des croyances et des représentations du monde qui soutenaient l'investissement, inconstant, dans des actions collectives et, à terme, une détérioration de l'image de soi (par un mouvement inverse de celui que Durkheim avait bien perçu lorsqu'il affirmait que l'on ressortait plus sûr de soi d'un rassemblement ritualisé).

Le troisième sous groupe est composé d'ouvriers et d'employés qui manifestent un scepticisme généralisé devant toutes les formes d'action militante. Ils disent ne pas participer parce que cela ne sert à rien soit parce qu'ils sont eux-mêmes en dehors de ces rapports de force, soit parce que ceux-ci n'ont jamais abouti et n'aboutiront jamais puisque le patronat est toujours le plus fort. Résignés à subir, ils ont peu d'information sur les mouvements de protestation syndicale et n'adhèrent à aucune croyance particulière. Ces résignés sont souvent des ouvriers vieillissants, mis en préretraite, qui se sentent, dans leurs attitudes, leurs intérêts, leurs manières, leurs goûts, dépassés par une situation dont les règles et les principes leur échappent. Ils savent surtout qu'ils n'ont plus d'avenir, on ne les réembauchera pas. Mais ils n'expriment pas pour autant leur amertume comme les précédents le faisaient, bien au contraire leur résignation "ça a toujours été comme ça pour les ouvriers", "on n'y peut rien", les conduit à se raccrocher à des manières de faire, de sentir et de penser "populaires". A l'inverse des précédents, leur repli sur "leur jardin" par exemple n'est pas vécu comme un rétrécissement mais au contraire comme une possibilité nouvelle. Nombre d'entre eux en sont fiers, s'informent, échangent, donnent des conseils et retrouvent là une considération qui n'est pas pour rien dans leur recomposition identitaire. Tout se passe comme si, pour certains au moins, au bout de quelque temps l'usine leur apparaissait comme étrangère, distante, hors de leurs intérêts, comme si elle n'avait plus guère de prise sur eux, comme si les "grandes rigolades" d'atelier et "les coups de gueule" se mélangeaient dans un récit mythique que l'on n'évoque guère que lors des fêtes familiales et qui ne se réincarne vraiment que lorsque le corps, avec les traces d'accidents et d'usure, rappelle à la réalité. Ici les clivages, entre ceux qui ont pu "faire construire leur maison" et les autres, comme entre ceux pour qui "les enfants ça va plutôt bien" et ceux dont les enfants sont chômeurs ou menacés dans leur emploi, sont essentiels pour déterminer les différenciations du vécu de la résignation. Autant les premiers peuvent s'adapter à cette nouvelle situation (ils vont chez leurs enfants, les reçoivent, voyagent quelque fois, aménagent leur maison ou leur jardin) autant les seconds se replient sur eux-mêmes au point de devenir silencieux. Mais d'une certaine façon les uns et les autres ont renoncé à une véritable amélioration de leur situation dans le monde. S'ils sont résignés c'est parce qu'ils savent que s'ils ne peuvent pas tomber plus bas (ils ont des moyens d'existence avec leur préretraite ou leur retraite) ils ne peuvent plus espérer encore "monter" ou plus simplement "faire quelque chose".

Le quatrième sous groupe est surtout composé de jeunes qui n'ont jamais travaillé régulièrement. Vivant d'expédients, de petits boulots et d'allocations ils sont indifférents aux luttes syndicales, à la désindustrialisation comme à la réindustrialisation de la vallée. Ils sont en quelque sorte "ailleurs". Plus intéressés par une bonne récolte de champignons, par le résultat de petits trafics, par "niquer" les gendarmes qui les poursuivent pour rouler sans permis ou pour ne pas avoir payé l'assurance automobile, par les bals (et les bagarres) aux fêtes foraines locales que par une insertion professionnelle qui leur a été refusée au sortir de l'adolescence et qui, maintenant qu'ils commencent à vieillir, leur apparaît comme de moins en moins probable, comme de moins en moins nécessaire — "on peut vivre autrement" — et, surtout, comme de moins en moins attirante. Tout se passe comme si ayant échappé à l'emprise des institutions de travail, ils n'avaient pas intériorisé ou plutôt avaient "désintériorisé" les valeurs de fierté professionnelle que leur famille, l'école et la formation professionnelle avaient commencé à leur transmettre. Pour eux la compétence que les aînés étaient si prompts à afficher non seulement ne sert à rien puisqu'elle ne les a pas protégés de l'éviction mais se révèle néfaste puisqu'elle les avait conduits à accepter une exploitation intense. En ce sens, ils sont proches aussi bien de l'ouvrier de Marx qui aurait abandonné tous les préjugés de vocation professionnelle que, dans une certaine mesure, des intellectuels prolétarisés de Weber qui jettent "un regard froid sur ce monde". Dans ces conditions, on comprend qu'ils soient convaincus de l'absence d'intérêt et de réalité d'une représentativité syndicale. N'adhérant ni au paternalisme patronal ni à la vision de lutte collective, ils sont renvoyés à une conception de l'existence marquée par la précarité et la fragilité de leur position, significative de ce qu'on pourrait appeler une "sociabilité de crise" qui conduit à penser qu'il vaut mieux rechercher de petites satisfactions immédiates qu'un bonheur différé et qu'en la matière chacun est le seul et le meilleur juge.

Enfin, il existe un dernier sous groupe, peu nombreux, composé des militants qui ont organisé ou participé activement aux grèves, aux manifestations, aux meetings. Le plus souvent

à gauche, ils n'acceptenl pas ou n'adhèrent pas aux jugements critiques à l'encontre des syndicats ni ne valorisent la figure tutélaire des patrons d'antan. Au sein même de ce groupe de militants on rencontre trois sous ensembles. D'une part, ceux — surtout des O.S. de plus de 45 ans — qui valorisent les moyens de lutte ; tonnés par les conflits de l'atelier et de l'usine à une sociabilité ouvrière qui prône la réaction collective ils se sentent à l'aise dans les manifestations, les meetings ou les grèves. D'autre part, ceux — surtout des ouvriers qualifiés de moins de 45 ans — qui croient dans les capacités d'action des responsables syndicaux. Pour eux l'efficacité l'emporte sur la sociabilité des luttes. Souvent proches d'eux se retrouvent de jeunes O.S. qui sont prêts à déléguer leur confiance aux syndicats mais doutent de l'efficacité des moyens retenus ou qui, plus souvent encore, affirment que les grèves, manifestations et meetings ne leur permettent pas de se réaliser, "de montrer ce qu'ils sont" ou "ce qu'ils valent". Enfin, un dernier sous groupe se rallie d'autant plus à l'action syndicale qu'il dénie toute valeur aux stratégies industrielles des nouveaux patrons. Ils. sont, il est vrai, moins portés vers des moyens collectifs d'action que vers de nouvelles tonnes d'action (pétitions, marches, etc...). Tout semble donc montrer, ici, que le rapport à la culture d'atelier différencie ces positions militantes des autres prises de position. 11 semble qu'une culture professionnelle (apprentissage artisanal par exemple) soit au principe de ces prises de position.

LES CHÔMEURS, DÉMORALISÉS ET DÉMOBILISATEURS

Les chômeurs n'ont pas, ici, de caractéristiques particulières, cette catégorie rassemble aussi bien des jeunes que des gens plus âgés, des hommes que des femmes, des "sans diplôme" que des titulaires de CAP, des ex-salariés du Textile que des ex-salariés d'autres secteurs économiques.

Dans ce climat de déclin et de fragmentation du groupe ouvrier on comprend toute l'importance des chômeurs : ayant eux-mêmes beaucoup de difficultés à s'expliquer leur situation, ils savent qu'ils sont perçus par les autres comme l'image d'un avenir négatif que chacun refuse. Prêts à accepter n'importe quoi souvent à n'importe quel prix, ils devinent — et ne sont pas sans en éprouver une certaine gêne quant ce n'est une certaine honte — qu'ainsi ils contribuent à transformer les modes de domination de la main d'oeuvre.

Les chômeurs interrogés, dans cette vallée du Rabodeau, ont, en effet, beaucoup de mal à s'expliquer leur situation. La quasi totalité se définit comme "bon travailleur", "qui acceptait les heures supplémentaires", "qui arrivait toujours à l'heure", "qui avait de bonnes relations avec le patron" et ne comprend pas qu'on ait pu lui signifier son licenciement. Certains auraient même été prêts à admettre les difficultés financières d'un patronat qu'ils respectaient et, de ce fait, comprennent encore moins qu'on leur ait annoncé leur départ par lettre recommandée et qu'ils n'aient jamais revu ce patron qui leur apparaissait si "humain". (Ne venait-il pas serrer la main de l'un ou de l'autre lorsqu'il traversait l'atelier, ce dont les élus n'étaient pas peu fiers)[19]. Si pour certains le licenciement doit être attribué à "la malchance", pour d'autres cette situation s'explique par "l'injustice" qui frapperait ici et là, au hasard. Les derniers, quant à eux, trouvent une explication dans les effets "de magouilles", "des choses en dessous", "des trucs pas très catholiques" dans lesquels ils ne sont pas très sûrs que leurs copains d'atelier "n'avaient pas trempés". On comprend, quelle que soit l'explication, que tout ceci n'entraîne pas d'adhésion à un mouvement collectif de protestation.

La situation de chômeur, surtout si la malchance, l'injustice ou la traîtrise en est la cause, n'incite pas à percevoir le monde et l'avenir comme ouvert. Tout se passe comme si cette "consécration négative" qu'est le licenciement affectait leurs représentations du monde. Les chômeurs interrogés ici expriment tous leur sensation de "vide"[20]. Ainsi vont-ils dire "qu'ici c'est une vallée morte", "on s'enfonce", "il n'y a plus rien", "ici, c'est fini", "c'est terminé", "c'est de pire en pire", "c'est foutu", "ils n'y a plus d'espoir", "tout fout le camp", "néant", "négatif", la vallée va devenir "un monde tranquille où l'on meurt tout doucement". Le sentiment de vide est renforcé par des jugements sur la précarisation du travail et plus largement de l'existence et par les calculs des dépenses. Même si la situation n'est pas aussi noire — grâce aux indemnités versées — que celle que connaissaient les chômeurs de Marienthal, tous, ici, insistent sur leurs problèmes financiers[21]. Certes les appré-

---

[19] Norbert Elias a bien décrit ces mécanismes dont Louis XIV usait largement. Elias N., *La société de cour.*

[20] Benoit-Guillot O., Gallic D., *Chômeurs de longue durée.* Arles. Actes Sud. 1992.

[21] Lazarsfeld, *Les chômeurs de Marienthal.* Paris, éd. Minuit. 1982.

hensions diffèrent selon le statut familial, lage ou la propriété (avoir sa maison avee un potager induit de grandes différences) pourtant tous insistent sur "la nécessité de faire attention", "de faire avec ce qu'on a", "de ne pas faire trop fort", "de se débrouiller", de "s'arranger", "de se restreindre", d'être "toujours sur la corde raide" et affirment que cela ira de plus en plus mal, que "ce n'est pas la fin de la dégringolade". Certains en viennent en effet à parler de leur insolvabilité. Cette manière d'appréhender le monde et leur avenir les conduit à individualiser leur situation et à deviner qu'elle constitue une sorte d'image repoussoir pour les autres qui craignent une sorte de contamination[22], ce qui ne les conduit guère à se sentir solidaire de ceux qui ont un emploi et qui pourraient manifester pour le défendre. Tout se passe comme si, à leurs propres yeux, ils étaient déjà au-delà de l'univers de travail, dans un autre monde ayant ses propres règles de fonctionnement.

L'atteinte de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, les difficultés financières, la stigmatisation qu'ils ressentent à leur encontre les incitent à chercher un travail "à n'importe quel prix". Pour eux les frontières entre chômage, activité, travail, emploi, petits boulots deviennent incertaines. Paradoxalement le temporaire devient la seule chose dont ils soient vraiment sûrs puisque la situation les contraint à accepter sans conditions ce qu'on leur propose. Mais en même temps, nombre d'entre eux ressentent une certaine gêne, quant ce n'est pas une honte certaine, devant leur participation — même si elle est plus contrainte que volontaire — à celte transformation des règles de l'univers du travail[23]. Ils savent, mieux que d'autres souvent, que le passage de l'univers du travail régi par le paternalisme à un univers où l'on embauche et on débauche au gré de la demande, les laisse seuls, sans guère de ressources, sur un parcours semé d'embûches[24]. Dans ces conditions l'insatisfaction et la rancoeur contre la situation, les autres et soi-même, peuvent se retourner, en quelque sorte, contre les syndicats porteurs d'un projet de mobilisation collective. Par un mécanisme de défense efficace l'agressivité est détournée des causes réelles pour être projetée sur les syndicats désignés comme des fauteurs de trouble[25].

Paradoxalement tout se passe comme si le chômage et la précarisation qui lui succède permettaient de "réaliser", en les renversant, les figures centrales du libéralisme contemporain. Si les ouvriers syndiqués ne sont pas prêts à accepter la proposition de F. A. Hayek selon laquelle "se protéger contre la concurrence, contre les offres à plus bas prix, c'est exclure des individus dont la situation est plus précaire de la participation à la prospérité"[26] nombre d'ouvriers au chômage, peu scolarisés, ayant toujours vécu dans cette vallée vosgienne relativement enclavée, soumis depuis toujours à un paternalisme qui cachait son autorité dans des formes relationnelles moralisatrices et affectives — et l'on sait que ce camouflage est un des plus efficace[27] — sont prêts à affirmer "que plus on lente d'assurer une sécurité complète en intervenant dans le système du marché plus l'insécurité augmente" et, pour certains, prêts à s'opposer à "leurs frères privilégiés"[2,]. Dans ces conditions, les chômeurs sont à la fois démoralisés et démoralisateurs, démobilisés et démobilisateurs.
En somme, le travail de construction des catégories, des représentations et des systèmes cognitifs nécessaires à la mobilisation collective, qui a été, ici sans cesse menacé par les pressions concurrentes du paternalisme, se défait. Tout semble donc montrer que la démobilisation est une conséquence' des effets 'de l'intériorisation des modalités de la domination sociale dans un groupe en déclin. En même temps, tout semble montrer que la non mobilisation est aussi une réaction aux nouvelles dominations qui se mettent en place. La soumission aux impératifs économiques et l'acceptation sans condition de la précarisation sont, des formes d'anticipation de l'intériorisation des nouvelles structures sociales qui, dans une certaine mesure, montrent à quel point Marx avait raison lorsqu'il écrivait "la concurrence isole les individus les uns des autres, non seulement les bourgeois, mais bien plus encore les prolétaires, bien qu'elle les rassemble"[29].

---

22 Goffinann E., *Asiles.* Paris, éd. Minuit. 1968.

23 Primo Levi disait de la honte que "c'est le sentiment que l'on éprouve lorsqu'on a été impuissant à refuser ce qu'il y a d'inhumain dans la situation".

24 Gollac M., Volkolf S., Citius, altius, fortius, L'intensification du travail *Actes Recherche Sciences Sociales.* 1996. N° 114. P. 54-67.

25 Freud A., *Le moi et les mécanismes de défense.* Paris. P.U.F.

26 Hayek F.A., *La route de la servitude.* Paris. PUF. 1985.

27 Vernier B., *La genèse sociale des sentiments.* Paris. EHESS. 1991.

28 Hayek F.A., op. eit..

29 Marx K., *L'idéologie allemande.* Paris, éd. sociales. 1968.